

## **INVITATION PRESSE**

A la veille de la Conférence de la Présidence française de l'UE sur la responsabilité sociale des entreprises,

### **Où en sont les entreprises en termes de transparence ?**

#### **Conférence de presse Mercredi 29 octobre, de 9h à 10h30**

Au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire) - 4, rue Jean Lantier - Paris 1er (Métro Châtelet)

Avec :

#### **Nathalie Grimoud, Forum citoyen pour la RSE\*, CCFD-Terre solidaire**

- Analyse du cadre législatif français.
- Propositions des Ongs pour une véritable transparence des entreprises.

#### **Hugues Bertrand, Département Etudes du Groupe ALPHA**

Analyse des rapports publiés en 2008 par les plus grandes entreprises françaises sur leurs politiques en matière de développement durable.

Pour Alpha Etudes, qui réalise ce travail pour la sixième année consécutive, « *la vitrine continue de s'embellir, mais la boutique et l'arrière-boutique sont toujours plongées dans l'obscurité* ».

#### **Martial Cozette, Centre français d'information sur les entreprises (CFIE), cabinet d'études.**

**Merci de confirmer votre présence auprès de :**

**Nathalie Perramon - CCFD-Terre solidaire - Tél : 01 44 82 80 67 -**

**[n.perramon@ccfd.asso.fr](mailto:n.perramon@ccfd.asso.fr)**

**Caroline Olivier - Groupe ALPHA - Tél 01 51 63 70 63 - [c.olivier@groupe-alpha.com](mailto:c.olivier@groupe-alpha.com)**

### **Contexte**

Si la question climatique focalise toutes les énergies politiques, celle de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) n'a encore fait l'objet d'aucune attention de la part des pouvoirs publics depuis le début de la Présidence française de l'Union européenne en juillet dernier. Il y a pourtant urgence.

Dans une économie de plus en plus mondialisée, le pouvoir des grandes entreprises multinationales n'a cessé de grandir depuis quelques décennies, à tel point que leur chiffre d'affaire dépasse parfois le PIB de certains Etats. Parallèlement, les impacts sociaux et environnementaux directs ou indirects de leurs activités sont souvent très négatifs, notamment dans les pays du Sud où elles sont présentes via leurs filiales. L'Union européenne a plus que jamais un rôle essentiel à jouer : ses entreprises figurent parmi les plus puissantes du monde. Alors que les approches volontaires jusqu'ici favorisées par les pouvoirs publics montrent leurs limites (la crise actuelle le démontre), un cadre juridique contraignant est aujourd'hui indispensable pour mettre les entreprises face à leurs responsabilités.

#### **\* Le Forum citoyen pour la RSE favorise une expression convergente d'organisations de la société civile sur la question de la responsabilité sociale des entreprises.**

Organisations membres : Les Amis de la Terre France, Greenpeace France, FNE (France Nature Environnement), Amnesty International France, LDH (Ligue des Droits de l'Homme), Sherpa, CCFD-Terre Solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement),

Peuples solidaires, Secours Catholique - Caritas France, CFDT, CGT, Alternatives économiques.